

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article2471>

11-Septembre : les médias tiraillés entre sécurité et liberté de la presse

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : vendredi 8 septembre 2006

Spyworld Actu

Les journalistes américains sont tiraillés entre les impératifs de la sécurité nationale et leur mission d'informer en toute liberté, cinq ans après les attentats du 11 septembre 2001.

Lors d'une conférence jeudi à Washington sur la liberté de la presse et la sécurité, à laquelle participait un ancien directeur de la CIA, des journalistes ont jugé "dangereux" qu'au nom de la sûreté de l'Etat, des reporters aux Etats-Unis puissent être poursuivis et mis en prison.

"Des reporters sont en danger d'être poursuivis et mis en prison pour des révélations (...) telles que les écoutes de la NSA (National Security Agency, ndlr). Je trouve cela très dangereux. J'espère que le Congrès va faire quelque chose à ce propos", s'est alarmé Stuart Taylor, un éditorialiste du National Journal, un mensuel respecté, lors du débat organisé par l'American Enterprise Institute, un institut d'études indépendant.

La NSA, l'agence américaine chargée du renseignement électronique, a procédé à des écoutes massives d'échanges téléphoniques et électroniques avec l'étranger sans autorisation judiciaire, une affaire révélée par le New York Times en décembre.

Après une plainte d'associations de défense des libertés, un juge a ordonné l'arrêt de ce programme d'écoutes sans mandat judiciaire, instauré par George W. Bush pour lutter contre le terrorisme, estimant que le président avait outrepassé ses pouvoirs. L'administration Bush a fait appel.

Lors du débat jeudi, James Woolsey, un ancien directeur de la CIA de 1993 à 1995, a estimé que la divulgation de l'existence de telles écoutes avait mis en danger la sécurité nationale.

"Si vous découragez quelqu'un d'utiliser des moyens de communication que vous interceptez, vous mettez sérieusement en danger la sécurité du pays", a affirmé M. Woolsey.

L'ancien patron de la CIA a par ailleurs estimé que les écoutes autorisées par George W. Bush n'avaient pas connu d'abus, "à sa connaissance". "Si vous vous attendez à un respect de la conversation privée lorsque vous vous entretenez avec un agent d'Al-Qaïda à l'étranger, vous faites erreur", a-t-il lancé.

Depuis le 11-Septembre, le temps n'est plus "à des restrictions politiquement correctes" aux initiatives de la NSA, a justifié M. Woolsey, qui travaille sur des questions de sécurité pour une firme de consultants, Booz Allen Hamilton.

Un reporter de Newsweek, Michael Isikoff, co-auteur d'un livre sur le "scandale" de la guerre en Irak, "Hubris", a déploré pour sa part "la surconfidentialité" des informations du gouvernement américain qui, selon lui, met en danger parfois la sécurité du pays. Il a estimé qu'il était nécessaire pour une démocratie qu'il existe des fuites d'informations classées confidentielles et des sources anonymes pour les divulguer. "Les sources anonymes sont essentielles à la démocratie", a plaidé le journaliste.

Malgré des divergences, la majorité des intervenants se sont entendus sur une certaine limitation de la liberté de la presse.

Lorsque le New York Times a récemment révélé la surveillance par le gouvernement américain des transferts de fonds internationaux via la société de messagerie sécurisée Swift, "il y a eu un dommage potentiel" à la sécurité du pays, a reconnu le journaliste Stuart Taylor, admettant que l'initiative gouvernementale était "légale et utile".

Post-scriptum :

<http://www.cyberpresse.ca/article/2...>